



Montreuil, le 25 août 2011

Plan d'austérité : injustice sociale aggravée

Hier soir, le gouvernement a dévoilé son plan d'austérité de 12 milliards d'euros d'économies sur deux ans, visant à diminuer drastiquement le déficit public qu'il a creusé. Pour la CNL, cet ensemble de mesures ne fera qu'aggraver l'injustice sociale.

Au nom de la réduction du déficit public qu'il a lui-même contribué à creuser depuis 2007 par sa politique fiscale en faveur des plus riches, le gouvernement décide d'appliquer au pays une politique d'austérité.

Ce sont, une fois de plus, les ménages modestes et moyens qui sont touchés. La contribution exceptionnelle annoncée des hauts revenus ne trompe personne. C'est une mesure strictement symbolique qui ne rapportera que 200 millions d'euros tandis que l'allègement de l'ISF coûte à l'Etat près de 2 milliards.

Augmenter le prix de certains produits de consommation ou picorer quelques recettes supplémentaires sur les plus-values immobilières, ce n'est pas cela qui restaurera la croissance ni l'équilibre des comptes publics. Plus grave, ce plan d'austérité prévoit de taxer davantage les conventions d'assurance, ce qui coûtera encore 1.2 milliard aux assurés.

Pour la CNL, les conséquences vont être dramatiques. Une fois de plus, les familles sont les victimes d'une politique de régression sociale tournée vers la préservation des intérêts des plus fortunés.

La CNL appelle donc ses militants, les usagers du logement et l'ensemble des citoyens à mettre tout en œuvre pour que ce plan de rigueur ne soit pas adopté par le Parlement.

Il faut au contraire favoriser le pouvoir d'achat des familles et imposer fortement ceux qui tirent profit de la crise, ceux qui bénéficient d'exonérations en tout genre afin d'instaurer une véritable politique de justice sociale.

La CNL demande :

- Le gel des loyers dans tous les secteurs locatifs.
- La revalorisation de 25 % des aides personnelles et la prise en compte dans le calcul de la totalité du coût des charges locatives.
- La construction annuelle de 180 000 logements locatifs véritablement sociaux.
- L'arrêt de toutes les saisies, expulsions, coupures d'eau, de gaz et d'électricité.
- La garantie et l'amélioration du statut d'occupation des locataires.
- La mise en œuvre d'un Service public national et décentralisé du logement et de l'habitat.
- Un véritable service public de l'Energie.

Contact presse : Stéphanie SOTISON - Tél. 01 48 57 95 78 – stephanie.sotison@lacnl.com

